

---

**Robert Zimmermann**

Docteur en droit

Juge au Tribunal cantonal du canton de Vaud, Lausanne

# **La coopération judiciaire internationale en matière pénale**

Troisième édition

**L·G·D·J**



**Bruylant SA Bruxelles**



**Stämpfli Editions SA Berne · 2009**

---

# Table des matières

Avant-propos à la première édition .....	V
Avant-propos à la deuxième édition.....	VI
Avant-propos à la troisième édition .....	VII
Table des matières .....	IX
Liste des abréviations .....	XIX
Bibliographie.....	XXIX
<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
<b>I. Généralités.....</b>	<b>5</b>
<b>Chapitre 1: Définitions.....</b>	<b>5</b>
1. Notion.....	5
2. Formes.....	7
3. Nature .....	8
4. Limites et étendue .....	9
<b>Chapitre 2: Les normes régissant la coopération internationale.....</b>	<b>11</b>
A. Le droit international.....	11
1. Les conventions de coopération .....	11
1.1. Les conventions élaborées dans le cadre de l'ONU.....	11
1.2. Les conventions du Conseil de l'Europe .....	18
a) La Convention européenne d'entraide judiciaire.....	18
b) La Convention européenne d'extradition ...	21
c) Les autres conventions.....	23
1.3. Les conventions de l'Union européenne.....	25
a) Les accords de Schengen .....	26
b) La Convention relative à l'extradition simplifiée .....	37
c) La Convention relative à l'extradition.....	40
d) L'accord d'extradition avec les Etats-Unis d'Amérique.....	45
e) La Convention d'entraide judiciaire.....	46
f) L'accord d'entraide avec les Etats-Unis d'Amérique .....	49
g) Le mandat d'arrêt européen .....	51
h) Les autres mesures relatives à l'entraide judiciaire.....	58
1.4. Les conventions bilatérales .....	63
1.5. Les déclarations de réciprocité.....	75

2.	Les Conventions de répression .....	76
2.1.	Le génocide .....	76
2.2.	La torture .....	78
2.3.	Le terrorisme .....	80
2.4.	La criminalité organisée .....	96
2.5.	Le blanchissage d'argent .....	99
2.6.	La corruption .....	118
2.7.	La fraude aux intérêts financiers communautaires .....	132
2.8.	Le gel et la confiscation des avoirs et des biens .....	144
2.9.	Domaines divers .....	154
B.	Le droit interne .....	164
1.	La répartition des tâches entre la Confédération et les cantons .....	164
1.1.	La compétence interne de la Confédération .....	165
1.2.	La compétence internationale de la Confédération .....	166
2.	Le droit fédéral .....	168
2.1.	La loi fédérale de 1892 sur l'extradition aux Etats étrangers .....	168
2.2.	La législation fédérale sur la coopération judiciaire en matière pénale .....	169
a)	La loi fédérale de 1975 relative au traité d'entraide judiciaire avec les Etats-Unis d'Amérique .....	169
b)	La loi fédérale de 1981 sur l'entraide internationale en matière pénale .....	170
c)	La révision de l'EIMP et la LTEJUS du 4 octobre 1996 .....	172
2.3.	La législation fédérale sur la coopération avec les tribunaux pénaux internationaux .....	178
a)	La coopération avec les tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda et son extension au Tribunal spécial pour la Sierra Leone .....	178
b)	La loi fédérale sur la coopération avec la Cour pénale internationale .....	179
2.4.	La révision du droit fédéral consécutive à l'adoption de la LTF .....	179
3.	Le droit cantonal .....	180
4.	Pour une centralisation de la procédure .....	181
<b>Chapitre 3: Les rapports entre les normes régissant la coopération internationale .....</b>		<b>185</b>
A.	Les rapports entre les normes internationales .....	185
1.	Le droit international comme fondement de la coopération internationale .....	185

2.	Les rapports entre les traités.....	188
3.	Les normes supérieures du droit international.....	192
3.1.	Les normes impératives et obligatoires du droit international.....	193
3.2.	Les principes généraux du droit des gens.....	198
4.	La coopération internationale et la protection internationale des droits de l'homme .....	205
4.1.	Les garanties matérielles .....	209
a)	En matière d'extradition.....	209
b)	En matière d'entraide .....	216
4.2.	Les garanties procédurales .....	217
a)	En général.....	217
b)	La détention extraditionnelle .....	220
B.	Les rapports entre les normes internationales et le droit interne .....	222
1.	La primauté du droit international.....	222
2.	Le droit interne comme fondement de la coopération internationale .....	223
3.	Les normes impératives du droit interne .....	226
C.	Les rapports entre les normes du droit interne .....	228
1.	La force dérogatoire du droit fédéral.....	228
2.	La coopération internationale et les droits constitutionnels des citoyens .....	228
<b>II.</b>	<b>Droit formel.....</b>	<b>231</b>
<b>Chapitre 4:</b>	<b>Les autorités .....</b>	<b>231</b>
A.	Les autorités fédérales.....	231
1.	Le Conseil fédéral .....	231
2.	Le Département fédéral des affaires étrangères.....	233
3.	Le Département fédéral de justice et police .....	233
4.	L'Office fédéral de la justice.....	235
4.1.	Compétences générales .....	235
4.2.	Compétences spéciales en matière d'extradition, de transfèrement aux tribunaux pénaux internationaux et de remise à la Cour pénale internationale.....	240
4.3.	Compétences spéciales en matière d'entraide.....	243
4.4.	Compétences spéciales en matière d'entraide avec les Etats-Unis .....	247
5.	Le Ministère public de la Confédération .....	249
6.	Le Juge d'instruction fédéral.....	250
7.	La Direction générale des douanes.....	250
8.	Les organes supérieurs de police de la Confédération et des cantons .....	251
9.	La Commission consultative instituée par l'art. 6 aLTEJUS .....	252

10. La Commission permanente instituée par l'art. 111 al. 2 EIMP .....	253
11. Le Tribunal pénal fédéral .....	254
12. Le Tribunal fédéral .....	254
B. Les autorités cantonales .....	256
<b>Chapitre 5: La procédure .....</b>	<b>259</b>
A. Le droit applicable.....	259
B. Les parties .....	263
C. La demande.....	267
1. L'objet de la demande.....	267
2. L'acheminement et la remise de la demande .....	269
3. La forme de la demande .....	273
4. Le contenu de la demande .....	275
5. Le complètement de la demande .....	283
6. Le concours de demandes.....	285
7. La demande devenue sans objet .....	287
8. Le traitement de la demande.....	288
8.1. L'examen de la validité de la demande.....	288
8.2. L'exécution de la demande .....	289
8.3. L'exécution conditionnelle .....	294
8.4. L'exécution différée.....	300
8.5. La notification de la décision relative à la demande .....	300
8.6. L'autorité de chose jugée .....	303
8.7. La restitution .....	304
9. La remise d'objets ou de valeurs.....	304
9.1. La réglementation de l'ancienne EIMP.....	305
9.2. Le système de la nouvelle EIMP .....	307
9.3. La remise extraditionnelle .....	308
9.4. La remise à titre probatoire .....	310
9.5. La remise en vue de confiscation ou de restitution.....	311
D. Questions spéciales relatives à l'extradition .....	322
1. Les mesures provisoires .....	322
2. La détention extraditionnelle.....	324
3. L'octroi de l'extradition.....	329
3.1. L'extradition simplifiée .....	330
3.2. La remise de l'extradé.....	331
3.3. La remise ajournée ou temporaire .....	332
3.4. Le délai de répit.....	333
3.5. L'extension de l'extradition.....	334
3.6. La réextradition .....	335
E. Questions spéciales relatives à la remise à la Cour pénale internationale et au transfèrement aux tribunaux pénaux internationaux.....	336
1. Les conditions de la remise et du transfèrement.....	336

2.	Les mesures provisoires .....	339
3.	La remise et le transfèrement .....	343
3.1.	La décision .....	343
3.2.	La remise et le transfèrement simplifiés.....	345
3.3.	L'exécution de la remise et du transfèrement .....	345
3.4.	La remise et le transfèrement ajournés ou temporaires.....	346
F.	Questions spéciales relatives à l'entraide.....	347
1.	Les mesures provisoires .....	347
2.	La notion d'actes d'entraide .....	349
3.	La notification d'actes de procédure, de décisions judiciaires et de citations .....	351
3.1.	En général.....	351
3.2.	Dans l'application du TEJUS.....	353
4.	La citation de témoins ou d'experts .....	357
5.	La protection du domaine secret.....	360
5.1.	En général.....	360
5.2.	Dans l'application du TEJUS.....	365
5.3.	L'apposition et la levée de scellés.....	365
6.	Le tiers non impliqué.....	369
6.1.	En général.....	369
6.2.	Dans l'application du TEJUS.....	370
7.	L'obligation de garder le secret.....	372
8.	La présence de personnes qui participent à la procédure étrangère .....	373
8.1.	En général.....	373
8.2.	Dans l'application du TEJUS.....	378
9.	La transmission spontanée de moyens de preuve et d'informations.....	381
10.	L'entraide «sauvage».....	386
11.	L'exécution simplifiée .....	387
12.	La remise de détenus aux fins d'investigation .....	389
12.1.	En général.....	389
12.2.	Dans l'application du TEJUS.....	391
13.	Le transit.....	391
14.	Le maintien de la détention ordonnée à l'étranger .....	393
15.	L'audition par vidéoconférence .....	393
16.	L'audition par conférence téléphonique.....	397
17.	L'observation transfrontalière .....	398
18.	La livraison surveillée .....	402
19.	L'enquête discrète.....	403
20.	Les équipes communes d'enquête.....	406
21.	La surveillance de la correspondance par poste et télécommunication .....	409
G.	Questions spéciales concernant l'entraide avec les Etats-Unis d'Amérique .....	414
1.	L'entraide pour la répression du crime organisé.....	414

2. La déposition sous serment .....	417
3. Modalités particulières de l'exécution de la demande..	418
4. La remise d'objets ou de valeurs .....	420
H. Questions spéciales relatives à l'entraide avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux.....	420
I. La Suisse comme Etat requérant .....	425
J. Le règlement des frais .....	428
1. Entre les Etats .....	428
2. Entre la Confédération et les cantons .....	432
K. L'indemnisation.....	433
1. Pour l'acte licite .....	434
2. Pour l'acte illicite .....	435

<b>Chapitre 6: Le droit d'être entendu.....</b>	<b>437</b>
1. Le droit d'être entendu au sens étroit .....	438
2. Le droit d'être assisté d'un mandataire.....	440
3. Le droit de consulter le dossier.....	442
4. Le droit de participer à l'exécution de la demande .....	447
5. Le droit de recevoir une décision motivée.....	449
6. L'indication des voies de droit.....	452

<b>Chapitre 7: Les voies de droit .....</b>	<b>453</b>
A. Les voies de droit spéciales.....	454
1. Le recours administratif.....	454
2. La plainte au sens de l'art. 37 par. 3 TEJUS .....	456
3. Le recours au Tribunal administratif fédéral .....	456
B. Le recours au Tribunal pénal fédéral.....	457
1. L'objet du recours .....	458
2. Les conclusions du recours.....	473
3. Les motifs du recours .....	474
4. La cognition.....	475
5. La qualité pour agir .....	476
6. Les délais de recours .....	491
7. L'effet suspensif.....	495
C. Les recours au Tribunal fédéral.....	496
1. Le recours en matière de droit public .....	496
2. Le recours en matière pénale.....	501
3. Le recours constitutionnel subsidiaire .....	502
4. Les effets de l'arrêt du Tribunal fédéral.....	502

<b>III. Droit matériel.....</b>	<b>505</b>
---------------------------------	------------

<b>Chapitre 8: Les conditions matérielles de la coopération internationale</b>	<b>505</b>
A. L'infraction donnant lieu à la coopération.....	505
1. En général.....	505
2. Dans l'application du TEJUS.....	508

B.	Le caractère pénal et judiciaire de la procédure ouverte dans l'Etat requérant .....	509
1.	En général.....	509
2.	Dans l'application du TEJUS.....	511
C.	La compétence répressive de l'Etat requérant .....	513
1.	Les facteurs de rattachement .....	514
2.	Les facteurs de rattachement et la coopération internationale.....	518
3.	Le principe de l'universalité et la coopération internationale.....	521
4.	L'exception liée au meilleur reclassement social.....	526
D.	La réciprocité .....	528
E.	La double incrimination .....	530
1.	En général.....	530
2.	Dans l'application du TEJUS.....	541
3.	Casuistique .....	543
3.1.	Les infractions liées au trafic de stupéfiants.....	543
3.2.	Le crime organisé .....	544
3.3.	Le délit d'initiés .....	545
3.4.	La corruption .....	547
a)	Avant la révision du CP du 22 décembre 1999.....	548
b)	Après la révision du CP du 22 décembre 1999.....	551
3.5.	Le blanchissage du produit du crime.....	552
3.6.	L'escroquerie .....	556
3.7.	Les délits de nature économique, fiscale et commerciale .....	559
3.8.	Divers .....	560
4.	Perspectives.....	563
<b>Chapitre 9: Les motifs d'exclusion de la coopération internationale.....</b>		<b>565</b>
A.	Les motifs liés à la nature de l'infraction réprimée dans l'Etat requérant .....	565
1.	Le délit politique .....	566
1.1.	En général.....	566
1.2.	Casuistique .....	575
1.3.	Perspectives.....	578
2.	Le but déguisé de la poursuite.....	579
2.1.	En général.....	579
2.2.	Casuistique .....	581
3.	Le délit militaire .....	583
4.	Le délit monétaire, douanier, commercial ou économique .....	584
4.1.	En général.....	584
4.2.	Dans l'application du TEJUS.....	587
4.3.	Casuistique .....	588

5. Le délit fiscal.....	589
5.1. En général.....	590
5.2. Dans l'application du TEJUS.....	599
5.3. Casuistique.....	601
5.4. Perspectives.....	603
B. Les motifs liés à la nature de la peine ou aux mauvais traitements encourus dans l'Etat requérant.....	605
C. Les motifs liés aux conditions de répression de l'infraction.....	607
1. La bénignité des faits.....	607
2. Le défaut de compétence de l'Etat requérant.....	609
3. L'existence d'une procédure parallèle dans l'Etat requis.....	610
4. La règle «ne bis in idem» et la «res judicata».....	611
5. La prescription.....	620
6. L'alibi.....	625
7. L'extinction de l'action pénale.....	628
8. L'amnistie.....	629
9. La grâce.....	631
D. Les motifs liés aux défauts de la procédure dans l'Etat requérant.....	631
1. L'exigence du respect des garanties procédurales.....	634
2. L'interdiction des tribunaux d'exception.....	636
3. Le jugement rendu par défaut.....	638
4. Les autres défauts graves de la procédure.....	643
E. Les motifs liés à la personne poursuivie.....	645
1. L'immunité.....	645
2. L'âge.....	653
3. La maladie.....	654
4. La mort.....	655
5. La nationalité.....	656
6. L'octroi de l'asile.....	661
7. Le reclassement social.....	661
F. Les motifs liés à l'ordre public, à la sûreté et aux intérêts essentiels de l'Etat requis.....	662
1. En général.....	662
2. Dans l'application du TEJUS.....	667
3. Perspectives.....	668
<b>Chapitre 10: L'étendue de la coopération internationale.....</b>	<b>669</b>
A. Le principe de la proportionnalité.....	669
B. Le principe de la spécialité.....	680
1. En général.....	680
2. En matière d'entraide.....	682
3. Dans l'application du TEJUS.....	687
4. En matière d'extradition.....	689

<b>IV.</b>	<b>Délégation de la poursuite et exécution des décisions pénales étrangères.....</b>	<b>693</b>
	<b>Chapitre 11: La délégation de la poursuite.....</b>	<b>693</b>
	1. En général.....	693
	2. La Suisse comme Etat requis.....	694
	3. La Suisse comme Etat requérant .....	697
	4. La maxime «aut dedere, aut judicare».....	701
	<b>Chapitre 12: L'exécution des décisions pénales étrangères .....</b>	<b>713</b>
	1. Le droit international .....	713
	2. Le droit interne .....	727
	2.1. La Suisse comme Etat requis.....	727
	a) En général.....	727
	b) Dans l'application de la LCPI .....	733
	c) Dans l'application de la LCTPI.....	735
	2.2. La Suisse comme Etat requérant .....	736
	Table alphabétique.....	739
	Table de la jurisprudence.....	797
	Index des principales normes citées.....	829